



PRÉFET DE LA SARTHE

Direction Départementale
des Territoires de la Sarthe

Monsieur le Maire
COMMUNE DE CHANGE
1 Place de la Mairie
72560 CHANGE

Service de police de l'eau

Dossier suivi par :
Valérie BURTE

Mèl : valerie.burte@sarthe.gouv.fr

Tél. : 02 43 50 46 72
Fax : 02 43 50 46 46

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement :
le rejet d'eaux pluviales - création d'un éco-quartier sur la commune CHANGE
Accord sur dossier de déclaration

Réf. : 72-2011-00007

LE MANS, le 13/07/2011

Monsieur le Maire,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant l'opération :

le rejet d'eaux pluviales - création d'un éco-quartier sur la commune CHANGE

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 21/01/2011 et complété le 17/06/2011, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

Copies du récépissé et de ce courrier sont affichées à la mairie de la commune de CHANGE pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de la SARTHE durant une période d'au moins six mois par mon service.

Cette décision est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif par les tiers dans un délai de un ans dans les conditions définies à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement à compter de la date d'affichage ou de publication.

Par ailleurs, nous informer de la date de mise en service, accompagné d'un plan de récolement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

le Chef de service eau et environnement, adjointe

Nadine DUTHON

Annexe technique au récépissé (prescriptions) :

Rejets d'eaux pluviales relatifs à : lotissement « Allée du Pont » Eco-quartier
sur la commune de CHANGE (ref : 72-2011-0007)

DDT 72

le 13 juillet 2011

Le système de collecte et de traitement est composé des ouvrages suivants :

- Un système de collecte des eaux pluviales
- Trois noues d'infiltration et de rétention de type à sec
- Massif d'infiltration : Puisard

Dimensionnement des ouvrages :

	Surface collectée	Surface D'infiltration	Volume de stockage (m ³)	Débit après aménagement (L/s)
Puisard	6100 m ²	295 m ²	62	infiltration
Noue Terrain 1	4330 m ²	385 m ²	50	infiltration
Noue Terrain 2	28040 m ²	1760 m ²	305	3 l/s
Noue Terrain 3	36590 m ²	1600 m ²	365	5 l/s
Total	7.5 ha	4040 m ²	782	8 l/s

↳ **débit de fuite du rejet :8l/s**
↳ **superficie totale collectée par le point de rejet : 7.8 ha**
↳ **pluie de projet :10 ans**

Descriptif :

- Un puisard d'infiltration pour la zone Ouest.
- La majeure partie des eaux ruisselées sera infiltrée sur site.
- Noue engazonnée et plantation possible pour une meilleure intégration paysagère
- Longueur et largeur variables
- L'ouvrage de régulation aval de la noue 3 sera équipé d'une vanne manuelle permettant de bloquer les pollutions accidentelles, d'une cloison siphonée et d'un dégrilleur.

Exutoire :

- La noue 1 sera intégrée et dirigée vers le réseau d'évacuation des eaux usées.
- Les noues 2 et 3 seront équipées de surverses qui ont pour exutoire un fossé à créer relié au ruisseau de la Buzardière.

Entretien :

- Selon les prescriptions du dossier de déclaration listées à la page 54 et 55 pour la phase travaux et les prescriptions listées à la page 55 pour l'entretien des ouvrages.

PREFECTURE DE LA SARTHE

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION
CONCERNANT
LE REJET D'EAUX PLUVIALES - CREATION D'UN ECO QUARTIER SUR LA COMMUNE
CHANGE

COMMUNE DE CHANGE

DOSSIER N° 72-2011-00007

LE PREFET DE LA SARTHE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code civil et notamment son article 640 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 17/02/11, présenté par la commune de CHANGE, enregistré sous le n° 72-2011-00007 et relatif à : le rejet d'eaux pluviales - création d'un éco quartier sur la commune CHANGE ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**COMMUNE DE CHANGE
1 Place de la Mairie
72560 CHANGE**

concernant : **le rejet d'eaux pluviales - création d'un éco quartier sur la commune CHANGE**

dont la réalisation est prévue dans la commune de CHANGE

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Déclaration	

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 17/04/2011, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à une amende pour une contravention de 5ème classe d'un montant **maximum de 1 500 euros** pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, le montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

A cette échéance, copie de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de CHANGE

où cette opération doit être réalisée, pour affichage d'une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la SARTHE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de la date de son affichage à la mairie de la commune de CHANGE par les tiers dans un délai de UN an dans les conditions définies aux articles L. 514-6 et R 514-3-1 du code de l'environnement.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Le 18 Février 2011

Pour le Préfet de la SARTHE

P/ Le Directeur Départemental des Territoires

Le Chef du Service Eau et Environnement, L'Adjoint

N. DUTHON

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat.